L'anglicisme politique dans la seconde moitié du 18^e siècle. De la glose d'accueil à l'occultation

Agnès Steuckardt

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/746>

DOI : 10.4000/mots.746

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2006

Pagination : 9-22

ISBN : 978-2-84788-099-1

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Agnès Steuckardt, « L'anglicisme politique dans la seconde moitié du 18^e siècle. De la glose d'accueil à l'occultation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 82 | 2006, mis en ligne le 01 novembre 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/746> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.746>

L'anglicisme politique dans la seconde moitié du 18^e siècle. De la glose d'accueil à l'occultation

Parmi les emprunts que le français peut faire à d'autres langues, l'anglicisme occupe aujourd'hui une place particulière : il s'agit à la fois d'un emprunt massif et d'un emprunt à une langue dominante. De ce fait, sa perception est radicalement différente de celle que le locuteur français peut avoir de tout autre emprunt : un emprunt à l'arabe ou au russe est certes perçu comme une « perturbation » linguistique, mais l'emprunt à l'anglais apparaît comme une véritable menace pour la langue nationale (Josette Rey-Debove, 1998, p. 151). Cette inquiétude n'est pas, au début du 21^e siècle, l'apanage de quelques puristes atrabilaires, dont Étiemble, avec son *Parlez-vous franglais ?* (1964), a pu représenter une image prototypique. Les linguistes se sont attachés à donner la mesure exacte d'un phénomène sur lequel ils voudraient ne pas porter de jugement de valeur ; certains, comme Claude Hagège, Josette Rey-Debove, Maurice Pergnier (1989), ont, dans les années quatre-vingt, appelé au moins à une prise de conscience, voire à une réaction :

Sans hérissier la langue de barrières et de péages, on peut avoir quelque fondement à réagir contre les courants qui se plient à la mode plutôt qu'aux besoins. Exercer un contrôle mesuré, ce n'est pas figer la langue ou provoquer son appauvrissement en la fermant aux afflux d'un sang neuf. C'est refuser d'admettre sans examen que, par exemple, *building*, *poster*, *royalty*, *drink* apportent quelque chose de plus que *bâtiment*, *affiche*, *redevance*, *boisson*. (Hagège¹, 1987, p. 134)

Si l'on admire les ressources de la lexicogénétique de l'anglais, sa transposition en français par des emprunts massifs désorganise notre morphologie lexicale [...]. Aujourd'hui c'est la liste des mots qui tend à devenir irrégulière et qu'il va falloir mémoriser, si le français ne protège pas la transparence de son lexique. (Rey-Debove, 1998 [1987], p. 190).

La France s'est dotée, avec la loi du 4 août 1994, dite « loi Toubon », d'une législation propre à limiter, dans la communication, la place des emprunts en général et, *de facto*, des anglicismes en particulier.

1. C. Hagège a radicalisé sa position dans *Combat pour le français* (2006).

Dans le sentiment épilinguistique dominant du début du 21^e siècle, l'anglicisme est clairement perçu comme un travers : un sondage sur la période février 2004-février 2005 dans la base Europresse² fait apparaître que le mot *anglicisme* présente un caractère péjoratif dans 81,75 % des occurrences. *Anglicisme* est le plus souvent employé en introduction de glose, pour permettre au locuteur de prendre ses distances avec le mot anglais qu'il vient d'employer. Le commentaire appuie parfois le rejet par des raisons d'esthétique ou de clarté ; l'anglicisme est « hideux » ou obscur :

Il y a les auteurs bankables et les autres. Bankable ? L'anglicisme est hideux, mais il traduit bien la réalité. Un auteur bankable vend beaucoup, gagne beaucoup et rapporte encore plus. (Garcia, 2005)

Mais, plus souvent, le locuteur n'éprouve pas le besoin d'étayer cet ostracisme : l'anglicisme est « barbare », il est rejeté parce qu'il est anglicisme. Il ne nous viendrait pas à l'idée de qualifier un russisme, un hispanisme ou un arabisme de « hideux », et encore moins de « barbare ».

L'attitude des locuteurs français du 18^e siècle semble bien éloignée d'un tel rejet. Ils puisent dans l'anglais des termes qui nous paraissent élémentaires dans notre vocabulaire politique, mais qui n'existent pas en français au début du 18^e siècle : *vote*³ est emprunté au début du siècle, et les anglicismes *majorité*, *minorité*, *motion*, *ordre du jour* sont introduits pendant sa seconde moitié. Si les hommes des Lumières encouragent ces anglicismes, ils les commentent cependant en dialogisme avec un discours de réticence à l'emprunt, qu'ils attribuent à l'Académie. Après avoir décrit la progression de l'anglicisme politique dans la seconde moitié du 18^e siècle, je montrerai comment ses promoteurs ont contourné pour un temps la résistance à l'emprunt.

La progression des anglicismes au 18^e siècle

Afin de quantifier l'importance des anglicismes, il faut commencer par définir cette notion. Pour le locuteur contemporain, l'anglicisme prototypique est l'emprunt morphologique à l'anglais : c'est en ce sens que Josette Rey-Debove et Gilberte Gagnon (1980) entendent le mot lorsqu'elles publient leur *Dictionnaire*

2. Europresse (www.europresse.com) réunit les archives d'une vingtaine de journaux francophones.
3. *Vote*, attesté à partir de 1704, désigne une décision prise par la Chambre des Communes anglaise ; il ne s'emploie avec un référent français qu'à partir de la Révolution. Le verbe *voter* se répand à la même époque ; issu du latin ecclésiastique *votare*, il est enregistré dans Richelet dès 1680 avec le sens de « donner sa voix au chapitre » : il n'a alors de référent que dans le domaine religieux. *Session* a suivi le même trajet que *voter* : emploi limité à l'institution religieuse jusqu'au 18^e siècle, puis emprunt à l'anglais pour désigner un référent anglais, enfin emploi courant avec un référent français pendant la Révolution.

des *anglicismes*. Mais, plus largement, l'anglicisme peut consister en l'emprunt d'un signifié construit par l'anglais pour un signifiant déjà existant en français, ou encore d'un tour syntaxique anglais.

L'emprunt formel est le moins difficile à repérer. En première approximation, j'indiquerai la progression des emprunts formels à l'anglais telle qu'on peut la repérer grâce aux dates de première attestation du *Petit Robert électronique* (édition 2001) :

Cette méthode de repérage n'est pas sans défauts : le *Petit Robert* limite sa nomenclature au français courant ; il ne permet pas de repérer les emprunts qui sont tombés en désuétude, tels que *insurgens* ou *constitutionnal* ; la date de première attestation est toujours sujette à caution. Bien qu'approximatif, ce repérage met en évidence le seuil quantitatif franchi pendant la seconde moitié du 18^e siècle.

Les travaux de Fraser Mackenzie (1939) et de Gunnar von Proschwitz (1956)⁴ permettent d'affiner cette première approche. Leurs études englobent trois autres types d'emprunts : l'emprunt sémantique, les lexies figées telles que *libre-pensée* ou *esprit public*, enfin certains mots latins auxquels l'anglais a attaché un sens politique ou juridique restreint comme *ultimatum* ou *veto*. L'étude de Mackenzie, ajoutant aux emprunts formels ces trois types d'emprunt, recense pour le 18^e siècle plus de 500 anglicismes ; d'après G. von Proschwitz, une centaine appartient au domaine politique. Selon cette approche plus complète, les emprunts politiques représentent donc plus de 20 % des anglicismes au 18^e siècle.

Les conditions historiques qui expliquent cette progression sont bien connues : les révolutions de 1649 et de 1688 ont mis fin, en Angleterre, à la monarchie absolue et établi un régime parlementaire, où une série de lois

4. La présente étude utilise les données récoltées par G. von Proschwitz dans la presse des années 1775-1785 : principalement le *Courier de l'Europe*, qui porte en sous-titre « gazette anglo-française ». Ce journal, écrit en français, appartient à l'Écossais Switton et paraît à Londres ; il explique aux Français la vie politique anglaise et relate la guerre d'Indépendance. On a confronté ces données avec les outils lexicographiques de l'époque : le *Dictionnaire de l'Académie* (1762, 1798), le *Dictionnaire critique de Féraud* (1787) ainsi que l'*Encyclopédie* (1751-1772).

garantissent la liberté individuelle. Voltaire, Montesquieu, dès la première moitié du 18^e siècle, se rendent en Angleterre et font connaître en France les institutions politiques anglaises. Joséphine Grieder (1985) date de 1740 l'anglomanie qui s'empare, en France, des gens d'esprit. Dans la seconde moitié du siècle, traductions, œuvres de fiction et gazettes familiarisent le public avec l'Angleterre, et en particulier avec la vie politique anglaise ; pour nommer des référents qui n'existent pas en France, ces textes empruntent à l'anglais.

Si, a posteriori, ces raisons historiques nous paraissent évidentes, ce ne sont pourtant pas celles que mettent le plus souvent en avant les utilisateurs des anglicismes politiques. Sur la centaine de commentaires épilinguistiques que j'ai pu retenir pour cette étude, une dizaine seulement invoquent, plus ou moins explicitement, ces motivations. J'en donnerai deux illustrations : le commentaire de *jury* dans l'*Encyclopédie*, et celui d'*esprit public* dans le journal de Brissot.

L'*Encyclopédie* introduit le mot *jury* dans l'article « Pairs ». Le discours tenu sur le mot emprunté combine explication et commentaire axiologique :

Ce droit des sujets anglois, dont ils jouissent encore aujourd'hui, est sans doute un des plus beaux & des plus estimables qu'une nation puisse avoir. Un anglois accusé de quelque crime, ne peut être jugé que par ses *pairs*, c'est-à-dire par des personnes de son rang. Par cet auguste privilège, il se met hors de danger d'être opprimé, quelque grand que soit le crédit de ses ennemis. Ces douze hommes ou *pairs*, choisis avec l'approbation de l'accusé entre un grand nombre d'autres, sont appelés du nom collectif de *jury*. (Jaucourt, 1751-1772)

Les mélioratifs *des plus beaux, des plus estimables, auguste, privilège* ajoutent à la simple glose un commentaire laudatif. Cet éloge présente le référent désigné par l'anglicisme comme une institution enviable. Ainsi, l'introduction du mot *jury* n'est pas pure information culturelle, mais acte politique. Elle aboutira, avec la Révolution, à l'adoption effective du mot et de l'institution par la loi du 16-24 août 1790.

On peut encourager l'anglicisme en louant le référent anglais mais aussi en blâmant son absence en France. C'est dans un commentaire teinté de regret que Brissot note l'absence de l'anglicisme *esprit public* :

L'esprit du bien public se traduit en anglais par *the public spirit*, l'esprit public, tournure que n'adopte point notre langue ; d'où vient cette différence ? C'est qu'en Angleterre l'esprit du bien public est par la constitution l'esprit public, ce qui n'est pas dans la nôtre ; l'esprit public n'est pas toujours l'esprit du bien public. (Brissot, 1784, p. 177-178)

Selon Brissot, en français, l'esprit public, c'est-à-dire l'opinion publique – ses choix, ses dispositions –, peut se dissocier de la recherche du « bien public », alors qu'en anglais cette dissociation n'existerait pas. La présence de lois constitutionnelles contraint en effet les Anglais à se considérer comme partie

prenante du corps politique : l'intérêt particulier de chacun ne saurait entrer en contradiction avec l'intérêt général. La recherche du « bien public » étant en elle-même valorisée, son absence dans *esprit public* en français est par contre-coup critiquée. Cependant, l'anglicisme *esprit public* n'est pas aussi absent que veut bien le dire Brissot ; Frantext en signale 10 occurrences dans la période 1770-1789. L'emprunt est certes encore dans la « phase à connotation métalinguistique » (Rey-Debove, éd. cit., p. 159-162)⁵, comme en témoignent les commentaires de Brissot, ou ceux du baron d'Holbach :

Ce que l'on nomme *esprit public* est la bienfaisance appliquée à la société en général. (Holbach [d'], 1776, section 2, chap. 9, p. 106)

L'esprit public, ou la bienfaisance étendue sur toute une nation, annonce un bon gouvernement et des citoyens empressés de mériter l'estime de leurs concitoyens. (*ibid.*)

Mais ces gloses participent au processus d'intégration de l'anglicisme. Elles entrent dans l'entreprise pédagogique des Lumières et porteront leurs fruits : les textes de la Révolution ont adopté l'anglicisme *esprit public*. Dans les 76 occurrences signalées par Frantext, la lexie est employée sans glose et avec le sens de l'anglais *public spirit*.

La glose, au sens strict de commentaire explicatif, remplit ainsi, sans l'expliciter, une fonction politique. Nombre d'anglicismes relevés par G. von Proschwitz dans les journaux des années 1775 à 1785 sont accompagnés de ce qui paraît une anodine traduction, comme ici celle du mot *verdict*, introduite par le marqueur *ou* :

Le procès fut jugé, et le mari obtint une *verdict*, ou sentence qui condamna le capitaine. (*Courier de l'Europe*, 11 avril 1783, XIII, p. 229)

Certes, le journaliste entend expliquer les institutions juridiques anglaises, mais il s'agit évidemment aussi, à une époque où beaucoup voudraient réformer le système judiciaire français, de fournir une terminologie nouvelle pour un référent nouveau. Si donc la nécessité politique d'emprunter à l'anglais est rarement invoquée, les gloses jouent toutefois un rôle d'auxiliaires dans l'introduction des mots anglais, vecteurs de référents juridiques et politiques.

Une argumentation linguistique

L'argumentation que développent les utilisateurs d'anglicismes ne se donne généralement pas pour objectif affiché la promotion du référent désigné par

5. Voir aussi Sarah Leroy, dans ce même volume, note 11.

l'anglicisme, mais la justification du signifiant ; ainsi cette note sur l'adjectif *inconstitutionnel* :

Il faut nécessairement adopter ces expressions pour éviter les circonlocutions et les périphrases. (*Courier de l'Europe*, 3 avril 1778, III, p. 210-211)

Pourquoi placer le débat sur le terrain de la forme linguistique ? Rappelons que les classiques avaient posé sur la néologie un regard des plus circonspects. Remarqueurs et académiciens, prenant pour référence l'usage établi, n'excluaient pas formellement le néologisme, mais adoptaient à son égard une position paradoxale, formulée ainsi par Gilles Siouffi (2001, p. 71) : « Pour un peu, on pourrait résumer la position de Vaugelas en disant qu'il n'accepte comme néologisme que ceux qui sont déjà en usage ! »

Pour ce qui est des néologismes par emprunt, le mot même d'*anglicisme* tourne aisément à la péjoration. Lexicographisé⁶ pour la première fois en 1704 par le *Dictionnaire de Trévoux*, il est défini comme une « façon de parler anglaise ». Cette définition, reprise par le *Dictionnaire de l'Académie* à partir de 1762, n'est pas marquée axiologiquement, mais assez vague pour donner lieu à controverse. Pour Dumarsais comme pour Féraud, cette « façon de parler anglaise » est indument transposée en français :

Si l'on disoit en françois *fouetter dans de bonnes mœurs* (whip into good manners), au lieu de dire *fouetter afin de rendre meilleur*, ce seroit un anglicisme. (Dumarsais, 1751-1772)

Façon de parler et d'écrire propre de la langue Anglaise, et qui n'est pas reçue dans notre langue. Les Traductions des Livres Anglais sont pleines d'*anglicismes*, que les Auteurs auraient pu aisément éviter, en consultant seulement les Dictionnaires. (Féraud, 1787)

L'« anglicisme » est alors barbarisme, impropriété ou solécisme. Beauzée critique cette acception négative. Pour lui, l'anglicisme n'est pas « vice de langage », mais « écart de langage exclusivement propre à la langue française » ; il récusé la définition de Dumarsais :

Ne semble-t-il pas que M. du Marsais veuille dire que le tour anglois n'est anglicisme que quand il est transporté dans une autre langue ? C'est une erreur manifeste. (Beauzée, 1782-1786)

Cette reconfiguration sémantique d'*anglicisme* laisse cependant vacante la nomination des mots empruntés. Les locuteurs du 18^e siècle disposaient-ils d'un terme neutre pour nommer les mots que nous appelons *anglicismes* ? Quand Féraud ne veut pas porter sur eux de jugement négatif, il utilise la périphrase

6. Sur la notion de lexicographisation, voir dans ce même volume l'article de S. Leroy.

« mot emprunté de l'anglais » ou parfois « mot naturalisé en France »⁷. Mais il n'existe pas de substantif correspondant. Pour le locuteur français d'alors, concevoir l'emprunt à l'anglais sans jugement négatif est donc possible, mais malaisé.

Il faut noter toutefois que l'hostilité académique au néologisme faiblit au 18^e siècle. Dans l'édition de 1762, les académiciens adoptent une position toute en nuance, écrivant à l'article *Néologisme* : « La néologie est un art, le néologisme est un abus. » À l'égard de l'emprunt, un académicien avait, dès le début du siècle, tenu un discours d'ouverture :

J'entends dire que les Anglois ne se refusent aucun des mots qui leur sont commodes ; ils les prennent partout où ils les trouvent chez leurs voisins. De telles usurpations sont permises. En ce genre, tout devient commun par le seul usage. Les paroles ne sont que des sons dont on fait arbitrairement les signes de nos pensées. Ces sons n'ont en eux-mêmes aucun prix. Ils sont autant au peuple qui les emprunte qu'à celui qui les a prêtés. Qu'importe qu'un mot soit né dans notre pays, ou qu'il nous vienne d'un pays étranger ? La jalousie seroit puérile, quand il ne s'agit que de la manière de mouvoir ses lèvres et de frapper l'air. (Fénelon, 1716 [1970, p. 33-34])

La pensée de Fénelon se situe aux antipodes d'une conception patrimoniale de la langue. Il s'attache à montrer l'absence de valeur des mots en eux-mêmes : « Les paroles », dit-il, « ne sont que des sons dont on fait arbitrairement les signes de la pensée » ; la locution restrictive *ne... que*, le marquage péjoratif de *arbitrairement*, ou, plus loin, la périphrase qui désigne les mots comme « la manière de mouvoir ses lèvres et de frapper l'air », en les réduisant à une pantomime ridicule, va à l'encontre du très ancien topos du trésor lexical. Mais Fénelon ne se contente pas de dévaloriser les mots ; plus radicalement, il leur dénie toute valeur intrinsèque : « Ces sons n'ont en eux-mêmes aucun prix. » Le paradoxe de la formule *ils appartiennent autant à celui qui emprunte qu'à celui qui prête* signale l'inadéquation des verbes *emprunter* et *prêter* au domaine du lexique ; selon lui, les mots n'appartiennent pas plus à telle nation qu'à telle autre, puisqu'ils n'appartiennent à personne. Citant en exemple le modèle anglais, Fénelon se fait ici le chantre de la libre circulation des mots entre les langues. Le protectionnisme linguistique est rabaissé au rang de « jalousie puérile ».

Avec moins de hardiesse, l'abbé Féraud, excellent connaisseur de la langue anglaise⁸, passe au crible les expressions inspirées de l'anglais. Résolument hostile aux emprunts grammaticaux, il est moins critique à l'égard des emprunts lexicaux. *Motion*, dont il note l'origine anglaise, est à ses yeux un « néologisme

7. « *Naturaliser* se dit figurément des mots et des phrases que l'on transporte d'une langue en une autre. *Costume*, mot Italien, *bill*, mot Anglais, etc. ont été *naturalisés* en France. » (Féraud, *op. cit.*, « Naturalisation, Naturaliser, Naturalité »)

8. Il est l'auteur d'un *Nouveau dictionnaire universel des arts et des sciences françois, latin et anglois* (1753-1754).

dont on peut bien augurer ». Ni l'Académie, ni les lexicographes ne prononcent donc en réalité un rejet radical des emprunts à l'anglais. Pourtant, l'emploi d'un mot venu d'ailleurs est présenté comme une transgression, un défi à l'Académie :

Lorsqu'on traduit en François une langue riche il faut renoncer aux décisions de l'Académie, à ses dictionnaires, à ses esclaves, ou tout gêter avec des périphrases ; au nom du sens commun, pourquoi ne dit-on pas *inpopulaire* lorsqu'on dit *populaire* ? Ce n'est certainement pas une gazette qui fera autorité, mais l'ouvrage que nous reproduisons nous confirme dans la résolution que nous avons prise de ne plus consulter ni dictionnaires François ni vocabulistes, qui nous disent : « Ce mot est expressif, mais il n'est point reçu. » (*Courier de l'Europe*, 10 mars 1770, VII, p. 160, note sur *inpopulaire*)

L'obéissance à l'Académie est disqualifiée par l'appellation péjorative d'*esclaves*, qui stigmatise ses sectateurs. Mais le journaliste ne se contente pas de fronder les autorités linguistiques, il justifie sa désobéissance. Comme dans la note sur *inconstitutionnel*, il avance l'argument des périphrases, qui viennent « tout gêter ». Il ajoute celui d'un « bon sens » dérivationnel, qui fonde la formation d'*inpopulaire* sur l'existence de *populaire*. La bonne intégration à la morphologie lexicale du français est un argument favorable à l'emprunt⁹. Sieyès joue d'un argument similaire pour faire accepter l'emprunt *jury* :

Je demande d'abord un jury de constitution ou, pour franciser un peu plus le mot de *jury*, et le distinguer dans le son de celui de *juré*, une jurie constitutionnaire. (Sieyès, 1795)¹⁰

Avec « l'analogie de la langue française », c'est encore un argument formel qui est donné en premier lieu dans cette note sur le mot *législature* :

L'embarras qui résulte dans la diction du mot *Corps législatif*, appliqué à un corps composé de deux autres corps distincts et séparés, m'a fait adopter de l'Anglois le mot *législature* : il est dans l'analogie de la Langue Française, qui manque de mot pour représenter cette idée. (Franklin *et al.*, 1777, V, n° XXI, p. V, note)

Cependant le journaliste ajoute, par la relative apposée comme incidemment, l'argument de nécessité. S'il veut emprunter *législature* à l'anglais, c'est parce que le français « manque de mot pour représenter cette idée » ; mais il ne développe pas et laisse au lecteur le soin de tirer lui-même les conclusions de cette carence.

9. Les emprunts germaniques sont d'ailleurs soigneusement francisés, ainsi *boulingrin* (*bowling green*), *paquebot* (*paket-boat*), *ponche* (*punch*), *redingote* (*riding-hood*).
10. Le mot anglais *jury* avait d'ailleurs été introduit dans un premier temps sous la forme *juré*, censée rendre la prononciation anglaise. Mais il en résultait une fâcheuse homonymie ; *Le Moniteur* regrette que l'on doive dire : *un juré sera composé de douze jurés* (3 janvier 1791) ; l'édition 1798 du *Dictionnaire de l'Académie* choisit *juri*.

Les commentaires des anglicismes politiques semblent donc se préoccuper d'abord de répondre aux objections, quelque peu fantasmées, des puristes. Ils excusent l'emprunt par l'économie lexicale et par une formation conforme à la morphologie française. L'anglicisme est justifié, a posteriori, par sa bonne intégration au système linguistique français, et non par sa motivation première, c'est-à-dire par son utilité pour faire évoluer la vie politique française. Cette orientation argumentative peut être imputée au poids de l'autorité académique, mais aussi à la nécessaire discrétion politique à laquelle est tenu le discours sous un régime de censure.

Le temps de l'occultation

On pourrait croire que la disparition de la censure sous la Révolution a permis de déplacer l'argumentation sur le terrain référentiel, et de justifier les anglicismes par la volonté d'imiter les institutions politiques anglaises. Or, il n'en est rien. Certes, il n'est pas étonnant de voir les opposants à la Révolution se montrer réticents et l'anonyme auteur du pamphlet *De l'abus de la liberté* ironiser sur l'invasion du vocabulaire politique anglais :

Quant à la législation, on veut absolument que nous soyons anglais ; des mots nouveaux sont dans toutes les bouches. On *s'organise*, on fait des *motions*, on rédige des *adresses*, et sur tous les sujets. (Anonyme, 1789, p. 13)

Mais même les partisans des idées nouvelles manifestent, dès le début de la Révolution, un certain agacement à l'égard des anglicismes. On en prendra pour preuve leur traitement dans le *Dictionnaire national et anecdotique* de Chantreau¹¹, paru en 1790.

Malgré son titre, l'ouvrage de Chantreau ne correspond pas aux normes lexicographiques telles que nous les concevons aujourd'hui. Il consiste en 152 notices qui commentent quelques néologismes de forme, mais surtout des néologismes de sens. L'article « Anglois » affiche une position favorable aux Anglais et aux anglicismes :

Anglais : avant que nous fussions constitués libres, nous disions *les Anglois nos rivaux*. Libres comme eux, aujourd'hui nous disons, *les Anglois nos voisins, nos freres*. On s'écrit, on se répond à cette adresse, et les lettres parviennent. En effet les Anglois ont conçu de nous une idée bien différente de celle qu'ils en avoient avant la révolution, sur-tout depuis qu'ils voient que dans leurs objets d'importation en France les *mots constitutionnels* forment un article considérable.

L'anglicisme politique serait donc propre à rehausser l'opinion que les Anglais

11. Chantreau, grammairien, vit à Paris pendant la Révolution ; il entrera, sous la Convention thermidorienne, à la Commission de l'Instruction publique.

se font des Français. Qu'en est-il, d'après son propre dictionnaire, de ces importations ? Chantreau signale l'origine anglaise de six mots de sa nomenclature : *commune, club, juge de paix, liste civile, loi martiale, motion*. On perçoit toutefois quelques réserves dans certaines notices. C'est une remarque ironique sur la xénophonisation des emprunts : « CLUB : qu'il est très important de savoir qu'on prononce *Clob*, ainsi que quelques journaux nous en ont prévenus, vient de l'anglais. » Le lexicographe s'amuse des leçons pédantes de prononciation données par des journalistes tout farauds de leur science. Son agacement est tangible au début de l'article *loi martiale* : « Il nous vient encore d'Angleterre. » L'adverbe *encore* marque un sentiment de satiété, qui réapparaît à l'article *municipalité* : « Mot que nous avons fait depuis la Révolution, sans le secours des Anglois ».

Mais surtout, cette liste de six anglicismes seulement paraît en fait extrêmement courte. En effet, parmi les 152 mots examinés par Chantreau figurent non pas six mais vingt-cinq termes pour lesquels l'influence de l'anglais a été déterminante. Il conteste explicitement l'origine anglaise d'*adresse* :

ADRESSE : on nous dit dans un dictionnaire raisonné, et très longuement raisonné, qu'*adresse* est un mot anglois, ce qui est aussi vrai que le mot *veto* (sur lequel je viendrai) est polonois, ainsi que l'assure le raisonneur que je viens de citer.

Il n'est pas loin de récuser la contribution de l'anglais à l'acception politique de *constitution* :

CONSTITUTION : l'auteur du dictionnaire raisonné est embarrassé de savoir si ce mot est étranger ou français. Il étoit étranger avant la révolution ; l'assemblée nationale travaille à le rendre français.

Il ne mentionne pas l'origine anglaise d'*ajourner, amendement, coalition, comité, prendre en considération, législature, majorité, minorité*, ni la forte empreinte de l'anglais sur *civisme, commune, impartiaux, insurrection, patriote, patriotique, responsabilité, sanction, sanctionner* et *veto*. Pour *coalition*, il réinvente une genèse qui tait l'apport de l'anglais :

COALITION : ce terme a passé de la physique dans la politique ; je crois qu'on doit cette transmutation à M. de Mirabeau. En physique, c'est l'action de plusieurs parties réunies qui reçoivent une même nutrition et ont une commune croissance : au figuré, c'est-à-dire, en politique, c'étoit l'accord secret de plusieurs membres qui reçoivent aussi une même nutrition, et l'auteur du mot supposoit qu'il y avoit coalition entre les membres du clergé et quelques membres de la noblesse ; coalition entre la noblesse et les ministres, sur-tout lorsqu'il étoit question du *veto*.

En fait, le sens politique de *coalition* existe en anglais depuis 1715 ; il est emprunté par le français dans la seconde moitié du 18^e siècle : G. von Proschwitz en relève la première attestation en 1777 ; au début des années 1780, il est en « phase à connotation autonymique » :

On parle même fortement de ce qu'on appelle ici *coalition*, c'est-à-dire, rapprochement partiel de deux partis. (*Courier de l'Europe*, 19 mars 1782, XI, p. 181)

Lord North et l'honorable M. Fox [...] ont formé ce qu'on appelle ici une *coalition* (un rapprochement) de partis. (*Courier de l'Europe*, 25 février 1783, XIII, p. 122)

On peut se demander en définitive si, malgré les déclarations d'amitié inscrites à l'article « Anglois », on n'a pas de la part de Chantreau une démarche, sinon de reniement, du moins d'occultation.

Dans l'édition de 1798 du *Dictionnaire de l'Académie*, alors que F. Mackenzie (1939, *op. cit.*) recense 60 anglicismes nouveaux, seules 20 définitions font mention de l'Angleterre. Si elles signalent l'existence d'un référent anglais pour le mot, elles mettent rarement en évidence l'origine anglaise de celui-ci. L'emprunt linguistique n'est mentionné que dans sept cas : *législature*, *parlementaire*, *redingote*, *club*, *rosbif*, *sloop* et *spleen* ; on remarquera que l'origine anglaise des quatre derniers serait difficile à cacher. Dans les treize autres cas, la rédaction de l'article semble parfois tendre à masquer l'origine anglaise du mot :

* MESSAGE. sub. masc. Demande faite ou communication donnée officiellement et par écrit, par le Corps législatif au Directoire exécutif, ou réciproquement. (C. de 1795.) En Angleterre, Lettre que le Roi écrit en son nom au Parlement, et qu'il lui fait porter par un de ses Ministres.

Dans cette présentation, le sens anglais donne l'impression d'être une restriction du sens français. Même quand un lien à l'anglais est signalé, la paternité du terme ne lui est pas forcément reconnue. Dans le *Dictionnaire de l'Académie*, ce gommage de l'origine anglaise peut s'expliquer par l'habituelle préférence du plan hiérarchique, qui met en avant le sens usuel sur le souci étymologique. Mais l'occultation de la dette envers l'anglais, que l'on note également chez Chantreau, doit sans doute aussi être située dans une hostilité plus profonde.

Pendant la seconde moitié du 18^e siècle, la France et l'Angleterre, puissances maritimes et coloniales rivales, se sont affrontées directement pendant la guerre de Sept ans, et indirectement lors de la guerre d'Indépendance, la France ayant apporté, plus ou moins ouvertement, son soutien aux Insurgents américains. Bien qu'elle puise dans le modèle politique anglais, la Révolution française n'a pas suscité l'enthousiasme outre-Manche : dès 1790, les *Réflexions sur la Révolution en France* d'Edmond Burke, très hostile aux Français, remportent à Londres un vif succès. Réciproquement, le système politique anglais perd, aux yeux des révolutionnaires français, son statut de parangon politique. Quand il proteste contre la restriction du droit de vote aux plus riches, selon le modèle anglais, Robespierre rétorque :

L'Angleterre ! eh ! que vous importe l'Angleterre et sa vicieuse constitution, qui a pu vous paraître libre lorsque vous étiez descendus au dernier degré de la servitude,

mais qu'il faut cesser de vanter par ignorance ou par habitude ! (Robespierre, 1791, cité dans Vovelle, 1974, p. 69)

Les deux nations entrent en guerre le 1^{er} février 1793. Dans cette seconde moitié du 18^e siècle, l'anglais est donc, à plusieurs reprises, la langue de l'ennemi ; l'heure n'est pas au constat serein des emprunts linguistiques.

Plus radicalement, la dénégation permet d'effacer la dette. Voltaire en avait formulé le principe dès 1761 :

Les Anglais ont pris de nous ces mots *apointé, désappointé*, ainsi que beaucoup d'autres expressions très énergiques ; ils se sont enrichis de nos dépouilles et nous n'osons reprendre notre bien. (Voltaire, 1761, « Apointé, désappointé »)

Théveneau de Morande le développe :

S'ils se trouvoient des mots parmi ceux que nous hasardons quelquefois, pour éviter les périphrases, qui parussent trop hardis, nous ne les hasardons que pour faire des essais, dont on ne peut nous savoir mauvais gré. Nous respectons infiniment les décrets de l'Académie Française, mais nous ne traduisons pas une seule page d'Anglois, sans retrouver avec douleur d'anciens mots François pleins d'énergie et de force qui manquent absolument à notre langue et qui ont été ignominieusement chassés de son dictionnaire. (*Courier de l'Europe*, 27 février 1784, XV, p. 130)

Sous la Révolution, Sieyès le reprend :

Le mot *jury* n'appartient point à la langue anglaise. Les Anglais nous ont pris il y a longtemps le mot et la chose que nous leur reprenons aujourd'hui. (Sieyès, 1791, cité par Brunot, 1937, p. 1032)

Parce qu'ils admiraient le modèle politique mis en place par l'Angleterre, les hommes des Lumières ont favorisé les emprunts à l'anglais : ils se sont appliqués à les gloser et à plaider pour leur introduction en français. Le partage du vocabulaire politique n'a pourtant pas scellé entre Français et Anglais la fraternité dont rêvait encore Chantreau, au début de la Révolution. Dans un contexte d'hostilité latente ou déclarée, les lexicographes ont jeté le voile sur le fait d'emprunt et les théoriciens ont argumenté son déni.

Les locuteurs français semblent, aujourd'hui encore, avoir bien du mal à reconnaître ce que leur vocabulaire politique doit à l'anglais. Les plus importantes études sur les anglicismes du 18^e siècle ont été conduites par un néo-zélandais, Fraser Mackenzie, un suédois, Gunnar Von Proschwitz, ou un australien, John Humbley (1986). Quand Jean-Pierre Seguin (1972, p. 176) étudie cet aspect de la langue du 18^e siècle, ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il avoue la dette du français à l'anglais : « La pénétration du lexique anglais [...] est loin d'être négligeable, et il faut se faire à l'idée que pour une bonne part notre vocabu-

laire politique est “franglais” ». Faut-il regarder cette répugnance comme une ingratitude ? En matière de langage, comme le soulignait Fénelon, les règles de conduite ne sont pas celles de l'échange commercial ; l'apport d'un mot est de ces dons qui profitent à celui qui donne, car ils lui confèrent une position dominante. L'oubli est sans doute un moyen d'annuler cette position de supériorité.

Pour le locuteur du 18^e siècle, cet oubli était facilité par la pratique d'une francisation vigoureuse, qui transformait *jury* en *jurie* et *voter* en *voteur*¹². Par fascination ou par respect de la prononciation et de l'iconicité du mot anglais, le locuteur du 21^e siècle s'interdit de telles audaces. Mais le même souci de correction linguistique lui fait trouver « hideux » le mot anglais transposé en français, et la commission générale de terminologie et de néologie préconise des traductions et non des francisations. Ce double purisme exacerbe un conflit qui s'est noué dans la sensibilité linguistique des locuteurs français il y a un peu plus de deux siècles.

Références

- BRUNOT F., 1937, *Histoire de la langue française*, Paris, Armand Colin.
- ÉTIEMBLE R., 1964, *Parlez-vous franglais ?*, Paris, Gallimard.
- GARCIA D., 2005, « Le nouveau monopoly de l'édition française », *Lire*, mars.
- GRIEDER J., 1985, *Anglomania in France 1740-1789. Fact, fiction, and political discourse*, Genève, Paris, Droz.
- HAGÈGE C., 1987, *Le français et les siècles*, Paris, Odile Jacob.
- 2006, *Combat pour le français*, Paris, Odile Jacob.
- HUMBLEY J., 1986, « Les anglicismes dans le *Dictionnaire critique* et dans le *Supplément* », *Autour de Féraud*, Paris, ENS de jeunes filles.
- MACKENZIE F., 1939, *Les relations de l'Angleterre et de la France d'après le vocabulaire*, Paris, Droz.
- PERGNIER M., 1989, *Les anglicismes*, Paris, PUF.
- PROSCHWITZ G. (von), 1956 [1981], *Introduction à l'étude du vocabulaire de Beaumarchais*, Stockholm [Genève, Slatkine Reprints].

12. *Voteur* est attesté en 1784, avec un référent anglais : « Nous donnons au public un état de ce qu'il a coûté pour disqualifier un seul voteur. » (*Courier de l'Europe*, 15 juin 1784, XV, p. 382) Il a été employé pendant la Révolution pour désigner les députés qui ont voté la mort de Louis XVI (Mercier, 1801, *Néologie*). Le propos concerne ici seulement le français de France : une étude sur le français québécois amènerait à le moduler ; par exemple, *voteur* figure dans le *Glossaire du français québécois* édité par les Presses de l'Université Laval en 1968, et l'on en relève encore quelques occurrences dans la presse québécoise contemporaine (deux occurrences dans *Le Devoir* en 2005) ; cependant, l'Office québécois de la langue française récusé aujourd'hui, dans son *Grand dictionnaire terminologique* (www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/gdt.html), cet anglicisme ; à l'article « *Votant* », il signale en effet : « Terme à éviter : *voteur* », et précise en note : « Le mot *voteur* n'existe pas ».

- REY-DEBOVE J., 1987, *Cahiers de lexicologie*, n° 51.
— 1998, *La linguistique du signe*, Paris, Armand Colin.
— et GAGNON G., 1980, *Dictionnaire des anglicismes*, Paris, Le Robert.
SEGUIN J.-P., 1972, *La langue française du 18^e siècle*, Paris, Bordas.
SIOUFFI G., 2001, « La norme lexicale dans les *Remarques sur la langue française* de Vaugelas », *La Norme lexicale*, G. Siouffi et A. Steuckardt éd., Montpellier, Publications de l'Université de Montpellier.
VOVELLE M. éd., 1974, *Textes choisis*, Paris, Éditions sociales.

Ouvrages du 18^e siècle

- Anonyme, 1789, *De l'abus de la liberté*.
BEAUZÉE, 1782-1786, « Gallicisme », *Encyclopédie méthodique*.
BRISSOT, septembre 1784, *Journal du Lycée*, II.
CHANTREAU, 1790, *Dictionnaire national et anecdotique*.
DUMARSAIS, 1751-1772, « Anglicisme », *Encyclopédie*.
FÉNELON, 1716 [1970], *Lettre à l'académie* [Genève, Droz]
FÉRAUD, 1753-1754, *Nouveau dictionnaire universel des arts et des sciences françois, latin et anglois*.
— 1787, « Anglicisme », *Dictionnaire critique*.
FRANKLIN et al., 1777, *Affaires de l'Angleterre et de l'Amérique*.
JAUCOURT, 1751-1772, « Pairs », *Encyclopédie*.
HOLBACH (d'), 1776, *La Morale universelle*.
SIEYÈS, 20 juillet 1795, *Sur le projet de constitution*.
— 1791, cité par F. Brunot, 1937, voir *supra*.
VOLTAIRE, 1761, « Apointé, désappointé », *Dictionnaire philosophique*.
ROBESPIERRE, avril 1791, « Discours sur le marc d'argent », cité par M. Vovelle, 1974, voir *supra*.